



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipeement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

CSA ministériel du 30 janvier 2025 Déclaration de FORCE OUVRIERE Au pain sec et à l'eau, en fond de cale !

Monsieur le Président
Mesdames, messieurs,
Chers camarades,

Monsieur le Secrétaire général,

A l'ouverture de ce premier CSAM de l'année, nous tenons tout d'abord à exprimer **notre profonde inquiétude et notre ferme opposition face aux mesures budgétaires et comptables imposées dans le cadre des « services votés » pour l'année 2025**. Ces décisions mettent en péril le fonctionnement du pôle ministériel Aménagement du Territoire/ Transition écologique à tous ses étages...et pas que dans les tours de la Défense !

« Services votés » : Service public et agents asphyxiés !

Des services asphyxiés dans leur fonctionnement courant, dans leur capacité à recruter les agents nécessaires à l'exercice des missions, **des agents sacrifiés** et privés de formation, d'avancées salariales, d'action sociale et placés en première ligne des mécontentements des citoyens auprès desquels les engagements de l'État ne sont pas respectés.

Les restrictions budgétaires drastiques imposées avec justification au quasi 1^{er} euro auprès du contrôleur budgétaire **plongent nos services dans un état de paralysie administrative inacceptable**. Et nous ne sommes pas dupes : il s'agit là d'une manœuvre grossière visant à faire des économies sans avoir à l'afficher et l'assumer. **FO exige la levée immédiate des blocages budgétaires afin d'assurer le bon fonctionnement des services**.

Pour rapprocher le décideur hégémonique de la réalité des effets de ses décisions, **nous demandons l'organisation urgente d'un CSAM et/ou d'une F3SCTM en présence du contrôleur financier ministériel**.

Au delà des effets des « services votés », notre inquiétude porte sur l'horizon tracé par le gouvernement Bayrou.

Discours de « politique générale » : grand saut dans le passé en matière d'Environnement ?

FO exprime sa profonde consternation face à l'absence criante de vision et d'ambition en matière de défense de l'environnement et de lutte contre le changement climatique du discours de politique générale.

Pire encore, **ce discours a stigmatisé certains agents publics et opérateurs de l'État en se livrant à une critique générale des opérateurs de l'État**, voire explicite des opérateurs publics comme l'OFB (Office français de la biodiversité). En qualifiant leur action de « coûteuse et souvent peu efficace », **il fragilise des structures déjà en tension, victimes de restructurations en cascade ou véritables plans sociaux** (Météo-France, CEREMA, Voies Navigables de France, IGN...) et jette un discrédit sur l'engagement sans faille des agents qui y travaillent. En qualifiant de « faute » l'exercice des missions de l'OFB dans les conditions prévues par la Loi, **il désigne ses agents comme cible pour supporter les injonctions politiques contradictoires**. Sans parler de l'ADEME-bashing très à la mode !

Nous apportons naturellement **tout notre soutien aux actions initiées dans la cadre de l'intersyndicale de l'OFB** au mouvement de grève lancé par l'intersyndicale OFB ce 31 janvier.

L'agenciarisation au détriment des services des ministères a pourtant été un choix constant des gouvernements précédents. Le nouveau gouvernement a aujourd'hui beau jeu de les stigmatiser, **confirmant les objectifs sous-jacents de cette agenciarisation : atomiser, fragiliser pour mieux réduire l'action publique**. Bref, on n'est pas très loin du « L'Environnement ça suffit » du Président Sarkozy de l'époque.

Pour le Premier ministre, **laisser une dette financière à « nos enfants » serait irresponsable, justifiant d'une politique d'austérité portant les germes d'une dette écologique dont les effets seront bien plus graves pour eux !** Les éléments portés par le gouvernement dans le PLF 2025 au Sénat donne corps à cette orientation.

La France prête à quitter l'accord de Paris sur le Climat?

Alors que le nouveau président américain Donald Trump vient de signer un décret officialisant le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, **le gouvernement de François Bayrou semble ainsi suivre une trajectoire assez proche en préparant des coupes budgétaires historiques pour le ministère de la Transition écologique dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2025.**

FO exige un changement de cap et la construction d'un PLF 2025 à la hauteur des enjeux climatiques et environnementaux, afin d'éviter que la France ne suive l'exemple américain en tournant le dos à ses responsabilités internationales. Et nous demandons l'organisation rapide d'un CSAM budgétaire en présence des ministres.

Et pour les agents publics, c'est diète imposée voire travail forcé ?

Sur les sujets intéressant les agents publics, ce n'est pas plus brillant. Le recul du gouvernement sur l'imposition de 2 jours de carences supplémentaires n'est nullement une victoire. **Le maintien d'un jour de carence et la diminution des rémunérations à partir du 2ème jour d'arrêt n'est aucunement acceptable pour FO.** 150 euros la grippe, 500 euros l'hernie discale, 700 euros la dépression légère, 1000 euros l'AVC sont autant de factures que nous refusons de voir assumées par les agents publics. **D'autant que leurs rémunérations sont totalement gelées.** FO exige une revalorisation des rémunérations, avec une augmentation de 10 % de la valeur du point d'indice et une amélioration des grilles indiciaires pour garantir l'attractivité de nos carrières.

Ultime provocation, le gouvernement a un temps étudié la possibilité de « faire travailler les français 7 heures de plus », prétendument pour « financer des mesures sociales ». Autrement, dit, pour payer des mesures sociales pour les travailleurs avec le travail fourni par les travailleurs eux-mêmes. Devrait-on dire merci ? Les corvées sont, d'après le dictionnaire des « Journées de travail collectives gratuites dues au seigneur (jusqu'en 1789) par les serfs et les roturiers ». **A ce rythme, le gouvernement proposera-t-il également bientôt le retour des tailles, gabelles et autres dîmes ecclésiastiques, que la révolution a abolies voici plus de deux siècles ?** FO prend acte de la déclaration du Premier ministre « Le travail ne doit pas être gratuit », écartant pour l'instant cette mesure que FO combattrait si nécessaire.

Au sujet des retraites, pour la FGF-FO, il n'y a qu'une seule et même revendication, martelée pendant des mois par des millions de salariés, d'agents publics, d'étudiants et de retraités mobilisés dans la rue : **l'abrogation de la contre réforme de 2023.** L'abrogation n'est pas négociable, **en "conclave" ou n'importe où ailleurs, et encore moins sous le dictât comptable de la Cour des comptes.** L'idée même de revenir à un système de régime universel par points est également inacceptable.

En résumé, l'ambiance est lourde en général pour l'ensemble des agents de notre pôle ministériel. Y compris ceux qui ont découvert hier une nouvelle ligne de prélèvement imposé sur leur fiche de paie alimentant des fonds de pension américains et sud-asiatiques.

Elle est dramatique pour nos collègues de Mayotte pour lesquels nous sommes intervenus auprès de la DRH pour permettre de déboucher tous les tuyaux nécessaires pour leur apporter le soutien qui leur est dû.

Dans cette lourde ambiance, **l'administration pourrait faire sienne le slogan « ça n'est pas la peine d'en rajouter ».** Et bien non ! La voilà en train de revenir sur les engagements pris auprès des agents de l'ex-ENTE, quitte à venir leur ponctionner a posteriori le complément d'IFSE pourtant acté dans le cadre de l'accompagnement à cette opération de restructuration. **Nous exigeons ici que l'administration tienne ses promesses !**

Je vous remercie.